

**Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage au choix de
l'exploitant du restaurant d'entreprise et définition des
équipements et matériels complémentaires du site de la Caisse
Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde**

Marché n°25_2024PS
Marché à procédure adaptée – MAPA

SOMMAIRE

ARTICLE 1	ACHETEUR PUBLIC	4
1.1	Dénomination de l'organisme contractant	4
1.2	Type d'acheteur.....	4
ARTICLE 2	OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 3	FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ	4
3.1	Forme du marché	4
3.2	Nature du marché	5
ARTICLE 4	ALLOTISSEMENT	5
ARTICLE 5	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
5.1	Pièces particulières.....	5
5.2	Pièces générales	5
ARTICLE 6	DEFINITION DES PRESTATIONS ET OBLIGATION DE RESULTAT	6
6.1	Les prestations	6
6.2	L'obligation de résultat.....	6
6.3	Lieu d'exécution des prestations.....	6
ARTICLE 7	DUREE DU MARCHÉ ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 8	MODALITE D'EXECUTION DU MARCHÉ	7
8.1	Modalités d'exécution.....	7
8.2	Accès aux locaux si nécessaire	7
8.3	Mesures de sécurité dans le cadre d'une visite	7
ARTICLE 9	MODALITES DE SUIVI DU MARCHÉ	7
9.1	Représentation des parties	7
9.2	Opérations de vérifications	8
9.3	Bilans mensuels	8
ARTICLE 10	LE PRIX	8
10.1	Forme des prix.....	8
10.2	Contenu des prix	8
10.3	Révision des prix.....	8
ARTICLE 11	MODALITES DE PAIEMENT	9
11.1	Avances	9
11.2	Modalités de règlement	9
11.3	Modalités d'émission de la facturation.....	10
11.4	Délais de règlement et intérêts moratoires	11
ARTICLE 12	GARANTIE ET UTILISATION DES RESULTATS	11
ARTICLE 13	CLAUDE DE REEXAMEN.....	11
ARTICLE 14	CONDITIONS DE TRAVAIL ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE QUANT AU PERSONNEL	12
14.1	Obligation générale du Titulaire quant au personnel	12
14.2	Equipe affectée à l'objet du marché.	12
14.3	Responsabilité exclusive du Titulaire quant au personnel	12
14.4	Travailleurs étrangers.....	12
14.5	Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes.....	12
14.6	Absence prolongée, départ du personnel, remplacement.	12
14.7	Service minimal en cas d'arrêt de travail	12
14.8	Récusation du personnel du Titulaire.....	13
ARTICLE 15	SOUS-TRAITANCE.....	13
ARTICLE 16	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 17	PENALITES	14
17.1	Généralités	14

17.2	Pénalités	14
17.3	Cumul des pénalités	15
17.4	Exécution aux frais et risques du Titulaire	15
ARTICLE 18	RESILIATION	15
ARTICLE 19	ARRET DES PRESTATIONS.....	15
ARTICLE 20	CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE	16
20.1	Clause sociale	16
20.2	Clause environnementale.....	16
ARTICLE 21	CERTIFICATS	17
ARTICLE 22	RESPONSABILITE ET ASSURANCE	18
ARTICLE 23	CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE	18
23.1	Obligations de confidentialité	18
23.2	Protections des données à caractère personnel	19
23.3	Sécurité des informations	20
ARTICLE 24	LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE.....	21
ARTICLE 25	DEROGATIONS AU C.C.A.G. – PI.....	21

Article 1 ACHETEUR PUBLIC

1.1 Dénomination de l'organisme contractant

Organisme	Caisse primaire d'assurance maladie de la Gironde
Pouvoir adjudicateur	Monsieur Philippe CLAUSSIN Directeur
Adresse	Place de l'Europe
Code postal	33085
Localité	Bordeaux cedex
Pays	France
Adresse profil acheteur	https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AccueilEntreprise

1.2 Type d'acheteur

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie de la Gironde est un organisme de droit privé gérant une mission de service public soumis à la réglementation des marchés publics régie par le code de la commande publique.

Article 2 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) relative à la définition des besoins et l'appui technique, juridique, administratif et de conseil, conformément à la loi MOP, article L 2422-1 et L 2422-2 du code de la commande publique, dans le cadre du choix de l'exploitant du restaurant d'entreprise et de la définition des équipements et matériels complémentaires, pour la passation des marchés du "Nouveau Siège" de la CPAM de la Gironde.

Le détail des prestations objet du marché est précisé dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Article 3 FORME DU MARCHÉ ET NATURE DU MARCHÉ

3.1 Forme du marché

Le présent marché est un marché ordinaire, les prestations sont fractionnées en phases, mono-attributaire, sans montant minimum avec un montant maximum.

- Montant maximum : 45 000 € HT

Dans le cadre du présent marché, il est prévu notamment :

- La définition des besoins ;
- Un appui technique ;
- Un appui juridique ;
- Un appui administratif ;
- du conseil dans le cadre de la passation des marchés d'acquisition et installation des matériels et équipements nécessaire au fonctionnement du restaurant d'entreprise ;
- du conseil dans le cadre de la passation du marché de recherche de l'exploitant du restaurant d'entreprise ;
- du suivi dans le cadre de l'exécution des marchés d'acquisition et installation des matériels et équipements nécessaire au fonctionnement du restaurant d'entreprise ;
- du suivi dans le cadre de l'exécution du marché de l'exploitant du restaurant d'entreprise.

Ce marché est conclu à obligation de résultat. Les prestations prévues devront être réalisées régulièrement et intégralement selon les termes définis au contrat. Si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

3.2 Nature du marché

Il s'agit d'un marché public de service au sens de l'article L.1111-4 du code de la commande publique.

Article 4 ALLOTISSEMENT

Le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement, au sens des articles L. 2113-11 et R. 2113-2 du code de la commande publique, en ce que « *la dévolution en lots séparés [...] risque de rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.* ».

Article 5 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-PI le marché est constitué des documents contractuels énumérés ci-dessous, prévalent selon l'ordre de priorité suivant :

5.1 Pièces particulières

- › L'Acte d'Engagement (AE) ;
- › L'annexe n°1 à l'AE, l'Acte Contractuel de Confidentialité (ACC) ;
- › L'annexe n°2 à l'AE, l'Annexe financière (Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire –DPGF-) ;
- › L'annexe n°3 à l'AE, le Cadre de réponse technique
- › Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- › L'annexe n°1 au CCAP : Questions – Réponses PLACE, version évolutive ;
- › L'annexe n°2 au CCAP : Livret sécurité prestataire ;
- › L'annexe n°3 au CCAP : Charte informatique CPAM.
- › Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- › L'annexe n°1 au CCTP : Planning chantier VEFA-BEFA
- › L'annexe n°2 au CCTP : Descriptif technique de la cuisine prévue dans la VEFA
- › Toutes autres pièces contractuelles réclamées au cours de la procédure de passation du marché ;

5.2 Pièces générales

- › Le code de la commande publique ;
- › L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale ;
- › Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés Prestations Intellectuelles (C.C.A.G.- P.I.) arrêté du 30 mars 2021 ;
- › Le Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) entré en application le 25 mai 2018 ;
- › Les normes françaises AFNOR et européennes homologuée ou autres normes reconnues équivalentes applicables en France.

Les candidats déclarent connaître parfaitement ces documents bien qu'ils ne soient pas joints à la publicité.

Toute clause, portée dans les tarifs du Titulaire ou documentation quelconque et contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché, est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du Titulaire sont concernées par cette disposition.

En cas de contradiction entre les clauses des différents documents contractuels du marché, la clause à retenir est celle figurant sur le document de priorité supérieure. L'original de chacun de ces documents, conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur, fait seul foi.

6.1 Les prestations

Le détail des prestations, objet du marché, est indiqué dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

6.2 L'obligation de résultat

Le Titulaire est soumis à **une obligation de résultat** concernant l'ensemble du périmètre du marché.

Le Titulaire devra donc adapter les moyens nécessaires selon les prestations demandées afin d'obtenir le niveau de qualité requis et pour assurer une prestation conforme aux règles de la profession et aux prescriptions du cahier des charges. Tout résultat partiel ou négatif entraîne normalement une réfaction sur le prix des prestations d'études et prestations conseils.

L'appréciation de la qualité des prestations fournies par le Titulaire repose sur une vérification qualitative conformément au Chapitre 5 du CCAG-PI 2021, sur la durée totale du marché.

Le défaut constaté sur la qualité est assorti de pénalités mentionnées à l'article 17 du présent CCAP.

Le titulaire a la responsabilité de livrer une prestation conforme aux spécifications du programme de l'opération.

A ce titre, il doit :

- Conseiller l'équipe projet conformément aux spécifications définies ;
- Assurer un niveau de qualité conformément aux spécifications définies ;
- Donner une visibilité satisfaisante sur les processus mis en œuvre ;
- Remettre les livrables ou éléments demandés, conformément aux spécifications définies.

Le titulaire a une obligation permanente de conseil envers l'Organisme, dans le cadre de l'exécution du marché.

Il s'engage à informer sans délai l'Organisme ou son représentant de tout événement ou toute difficulté, de nature à compromettre la qualité, le suivi ou la garantie des prestations objets du marché.

6.3 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations objet du marché, seront exécutées :

- A la fois sur notre siège actuel : CPAM de la Gironde, Place de l'Europe, 33085 BORDEAUX
- Ainsi que sur le site de notre nouveau siège : 130 Allée de Boutaut, 33300 BORDEAUX.

Article 7 DUREE DU MARCHE ET POINT DE DEPART DES PRESTATIONS

Le marché prend effet à **compter de sa notification**.

Le marché prend effet à compter de sa notification.

La notification du marché, entraîne le démarrage de la première phase de la tranche ferme.

La durée d'exécution du marché, cours jusqu'à l'admission des dernières prestations à réaliser (remise et validation de tous les livrables).

La durée prévisionnelle d'exécution du marché est estimée à 32 mois (2 ans et 8 mois).

Le marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 18 du CCAP.

Article 8 MODALITE D'EXECUTION DU MARCHE

8.1 Modalités d'exécution

Le détail des modalités d'exécution sont prévues dans le CCTP.

8.2 Accès aux locaux si nécessaire

Le Titulaire pourra accéder aux locaux des sites indiqués dans le présent CCAP et le CCTP, tous les jours ouvrés de 08h00 à 17h00, sur rendez-vous et obligatoirement accompagné.

8.3 Mesures de sécurité dans le cadre d'une visite

Le personnel du Titulaire est soumis à des mesures de sécurité qu'il s'agisse de l'accès aux locaux ou du respect des règles de sécurité du travail tant générales que particulières.

Le Titulaire instruit son personnel sur les règles de sécurité du travail et veille à les lui faire observer, notamment les doter des équipements prévus par la réglementation hygiène et sécurité.

Le Titulaire s'engage à faire respecter à son personnel les règlements intérieurs et de sécurité des sites objet du marché.

Dans le cas d'une faille dans la sécurité, lors de la visite ou, qui interviendrait en conséquence de la visite, une pénalité pourra être appliquée, prévue à l'article 17 du présent CCAP.

Article 9 MODALITES DE SUIVI DU MARCHE

9.1 Représentation des parties

L'organisme, ainsi que le Titulaire, désigneront chacun un responsable du suivi du marché.

- Pour l'organisme : le Titulaire sera en relation avec des représentants de la CPAM de la Gironde en la personne **du Directeur de la Stratégie et des Moyens, du Service Pilotage du programme immobilier, du Département Logistique, ainsi que du Service Achats et Marchés**. Ils seront chargés du suivi de l'exécution des prestations et seront les interlocuteurs directs du Titulaire. Ils sont les correspondants habilités par l'organisme à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
-
- Pour le Titulaire : dès notification du marché et après chaque modification, le Titulaire s'engage à communiquer les coordonnées de la personne responsable du suivi du marché.
Ce représentant du Titulaire sera habilité à prendre et à transmettre les informations et décisions nécessaires à la bonne exécution des prestations.
Le Titulaire s'engage à informer sans délai l'organisme de toute modification d'interlocuteur désigné.

9.2 Opérations de vérifications

Conformément au chapitre V et à l'article 28 du CCAG-PI, et afin de s'engager dans une démarche d'amélioration de la qualité, un suivi régulier par des vérifications destinées à constater que les prestations objet du présent marché, correspondent aux stipulations prévues dans le marché, et ce tout au long de l'exécution du marché.

L'appréciation de la vérification des prestations fournies par le Titulaire repose sur une vérification qualitative conformément au Chapitre 5 du CCAG-PI 2021, sur la durée totale du marché, selon les modalités indiquées à l'article 16 du présent CCAP.

Cette vérification pourra conduire en l'application de pénalités, prévues à l'article 17 du présent CCAP.

9.3 Bilans mensuels

Ces bilans se tiendront chaque mois, conformément à l'article 5 du CCTP, sous forme de réunions. Ils devront, dans la mesure du possible, être organisés en présentiel avec l'ensemble des membres du COPIL.

La première réunion aura lieu au plus tard un mois après la notification du marché.

La première réunion à l'issue de la phase de démarrage aura pour but de cadrer le fonctionnement du marché. Puis, les prochaines réunions auront pour but de discuter de l'exécution du marché, de recadrer son exécution au besoin, mais également, de prodiguer des conseils, de la part du Titulaire, au pouvoir adjudicateur, sur d'éventuelles nouveautés, améliorations, etc.

Article 10 LE PRIX

10.1 Forme des prix

Il s'agit d'un marché public à prix forfaitaire pour toutes les prestations identifiées dans les annexes financières (DPGF) de chacun des lots.

Il est rappelé qu'au terme de l'article R 2112-6 2° du code de la commande publique, un prix forfaitaire est un prix « *appliqués à tout ou partie du marché, quelles que soient les quantités livrées ou exécutées.* ».

Par conséquent, le titulaire s'engage à effectuer une prestation pour les modalités prévues au marché.

Les prix du marché sont fermes.

Par dérogation à l'article 10.1.2 CCAG-PI, les prix ne sont pas actualisables.

Pour rappel ce marché est conclu à obligation de résultat, dès lors si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

10.2 Contenu des prix

Les prix du marché, indiqués dans les différentes annexes financières, comprennent, conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-PI, tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations et notamment :

- les frais de main d'œuvre ;
- l'assurance ;
- les garanties définies au présent document ;
- les charges fiscales parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ;
- les frais de gestion, etc.

10.3 Révision des prix

Les prix sont exprimés en euros hors taxes (H.T.) et toutes taxes comprises (T.T.C.).

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Aucune révision de prix n'est prévue, pour toute la durée d'exécution du marché.

Article 11 MODALITES DE PAIEMENT

11.1 Avances

12.1.1 Titulaire(s) du marché

Conformément à l'article L.2191-2 du code de la commande publique et à l'article A.11.1. du CCAGP-PI, une avance sera accordée au Titulaire du marché dans les conditions prévues aux articles R.2191-3 à R.2191-5 du code de la commande publique, sauf renonciation expresse de sa part (cf. Acte d'Engagement).

Conformément à l'article R 2191-3 du code de la commande publique, le cocontractant aura droit à une avance lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 euros HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois.

Conformément à l'article R 2191-7 du code de la commande publique, le montant de l'avance est fixé à :

- 30 % du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les PME ;
- 5% du montant initial toutes taxes comprises du marché pour les autres opérateurs économiques.

Si la durée du marché est supérieure à douze (12) mois, l'avance est égale à 5% d'une somme égale à douze (12) fois le montant initial TTC divisé par cette durée exprimée en mois.

Cette avance n'est due que sur la part du marché que le titulaire ne sous-traite pas.

Les modalités de calcul du montant de l'avance sont définies précisément à l'article R 2191-6 et suivant du code de la commande publique.

Si le titulaire du marché qui a perçu l'avance sous-traite une part du marché postérieurement à sa notification, il rembourse l'avance correspondant au montant des prestations sous-traitées même dans l'hypothèse où le sous-traitant ne souhaiterait pas bénéficier de l'avance, conformément à l'article R 2193-21 du code de la commande publique.

12.1.2 Sous-traitants

Une avance est versée, sur leur demande, aux sous-traitants ayant droit au paiement direct et remplissant les conditions d'octroi d'une avance telles que fixées à l'article R 2191-7 et R 2193-18 du code de la commande publique

Le montant de l'avance est de :

- 30 % pour les PME ;
- 5% pour les autres opérateurs économiques.

Le droit du sous-traitant à une avance est ouvert dès la notification du marché ou de l'acte spécial par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article R 2193-20 du code de la commande publique.

Les modalités de calcul de l'avance de 5% se font dans les conditions de l'article R 2193-18 du code de la commande publique sur la base du montant du marché diminué le cas échéant du montant des prestations confiées aux sous-traitants et donnant lieu à paiement direct.

12.1.3 Complément d'information

Aucune avance supérieure à 30% pour les PME et à 5% pour les autres entreprises, n'est prévue pour le présent marché.

11.2 Modalités de règlement

Les factures seront établies à chaque fin de phase.

La facturation ne pourra donc intervenir qu'après exécution complète de la prestation et validation de chaque livrable prévu au CCTP.

Le montant à facturer résulte de l'application des prix forfaitaires, indiqués aux annexes financières aux Actes d'Engagement de chaque lot, ainsi que la déduction éventuelle de pénalités appliquées dans le cadre de la phase considérée.

Le paiement interviendra après validation de la prestation via l'apposition par l'Organisme du service fait.

L'Organisme se libérera des sommes dues par virement du montant de la facture sur le compte postal ou bancaire du Titulaire indiqué sur l'acte d'engagement.

Les factures devront impérativement comporter les indications prévues par la réglementation de la comptabilité publique et notamment les renseignements suivants :

- le numéro du marché (n°25_2024PS) ;
- la date et le numéro de la facture ;
- le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire ;
- le numéro SIRET ;
- la désignation en clair des prestations concernées ;
- la quantité ;
- le prix unitaire HT exprimé en euro ;
- le montant total HT exprimé en euro ;
- le taux de TVA en vigueur à la date de la livraison ;
- le montant total TTC à régler, exprimé en euro.

Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

11.3 Modalités d'émission de la facturation

En application des articles L 2192-1 et suivants du code de la commande publique, les factures et pièces justificatives du paiement du prix sont adressées via la solution de **facturation électronique Chorus Portail Pro**.

La facture établie par le titulaire sera adressée à la CPAM de façon dématérialisée via le portail Chorus Portail Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

L'utilisation de ce portail nécessitera la création d'un compte gratuit par le titulaire afin de pouvoir y importer les factures au format PDF.

Les informations obligatoires à renseigner afin d'envoyer une facture à l'attention de la CPAM de la Gironde via CHORUS PRO sont :

SIRET : 78184742100018

Numéro de service = n° du marché : 25_2024PS

Numéro d'engagement = n° du marché : 25_2024PS

La transmission d'une facture par une autre voie ne sera pas prise en compte.

Chaque site devra faire l'objet d'une facture.

L'Organisme se libère des sommes dues en exécution du présent marché en domiciliant ses paiements au crédit du compte ouvert du Titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement ou, à tout autre compte, communiqué par courrier ou courriel par le titulaire.

Chaque facture sera transmise, déduction faite de toutes les pénalités qui auront été émises sur la période échue.

Si la facture n'est pas conforme, elle sera retournée au titulaire afin qu'il la remette en conformité avec le marché.

Pour le premier et le dernier mois, les sommes à payer seront, en cas de mois incomplet, déterminées au « *prorata temporis* » sur la base d'un mois de trente (30) jours.

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au jour de la prestation.

Le titulaire n'est autorisé à facturer aucun frais supplémentaire.

Le droit à présentation de la facture court à compter de la date d'admission des prestations.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou, refuse la facture. En cas de refus par le pouvoir adjudicateur, le titulaire la complète éventuellement, en faisant apparaître les pénalités imposées ou, toute mention erronée ou absente.

Le comptable assignataire est désigné à l'Acte d'Engagement. Le règlement est effectué sur le compte décrit à l'Acte d'Engagement, ouvert par le titulaire.

Il est possible que le portail Chorus Portail Pro ne reconnaisse pas l'ensemble de ces informations lors de l'importation de la facture. Le titulaire s'assurera que les informations reconnues par le portail sont justes et, le cas échéant, y apportera les modifications nécessaires.

Tous renseignements concernant la facturation peuvent être envoyés par courriel à l'adresse achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

11.4 Délais de règlement et intérêts moratoires

Conformément aux dispositions de l'article L 2192-10 et R 2192-10 du code de la commande publique, le délai de paiement est fixé à trente (30) jours.

Conformément à l'article L 2191-13 du code de la commande publique, dès l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché, le titulaire a droit, de plein droit et sans autre formalité, au versement des intérêts moratoires

Au regard de l'article R 3133-27 du code de la commande publique, le montant de l'indemnité forfaitaire pour les frais de recouvrement est fixé à quarante euros (40 €).

Au regard de l'article R 3133-25 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les pénalités dont le titulaire serait redevable au titre des dispositions de l'article 17 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières seront déduites du montant hors taxes de la facture.

Article 12 GARANTIE ET UTILISATION DES RESULTATS

La garantie technique applicable est celle prévue à l'article 30 du CCAG-PI 2021, sur la durée totale du marché. L'utilisation des résultats applicable est celle prévue à l'article 35 du CCAG-PI 2021.

Article 13 CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément aux articles R 2194-1 à R 2194-10 du code de la commande publique, l'organisme prévoit une clause de réexamen et le présent accord-cadre peut faire l'objet de modifications et notamment les annexes financières (la Décomposition du Prix Globale et Forfaitaire – DPGF-).

Toutefois, ces modifications sont limitées à 10% d'augmentation ou de diminution des prestations inscrites dans la Déclaration des Prix Globale et Forfaitaire.

Le champ d'application et la nature de ces modifications ainsi que les conditions dans lesquelles il peut en être fait usage sont précisées ci-dessous :

- Ajout de nouveaux besoins non répertoriés par le présent marché ;
- Augmentation ou réduction du volume des prestations et/ou interruption et/ou suppression de manière temporaire ou définitive.

De plus, l'Organisme se réserve le droit de modifier l'importance de la prestation en fonction des évolutions de son organisation, de supprimer ou de rajouter de nouveaux sites ou encore, d'effectuer des transferts vers un nouveau site.

14.1 Obligation générale du Titulaire quant au personnel

Les prestations du présent marché seront exécutées sous l'entière responsabilité du Titulaire qui devra se conformer strictement aux prescriptions du présent CCAP et du CCTP du lot, pour lequel le Titulaire sera attributaire.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

La responsabilité du Titulaire peut être engagée dans la mesure où il n'a pas procédé aux vérifications requises pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour l'organisme.

14.2 Equipe affectée à l'objet du marché.

L'équipe proposée devra être composée d'un interlocuteur privilégié et de personnel maîtrisant le domaine objet du marché et faisant preuve de force de proposition sur les différentes prestations objet du marché.

14.3 Responsabilité exclusive du Titulaire quant au personnel

Le personnel affecté par le Titulaire à l'exécution des prestations, objet du marché, demeure en toutes circonstances et en tout lieu placé sous l'autorité, la direction et la surveillance exclusive du Titulaire.

Il est expressément entendu que les personnels du Titulaire demeurent à tous les égards les salariés de ce dernier (légalisation du travail, sécurité sociale, congés payés, déplacements ...).

Tout accident ou maladie pouvant affecter les agents du Titulaire pendant la durée des prestations relève de la compétence du Titulaire.

14.4 Travailleurs étrangers

Les travailleurs étrangers doivent être munis du titre les autorisant à exercer une activité salariée en France lorsque la possession de ce titre est exigée en vertu, soit de dispositions législatives ou réglementaires, soit de traités ou accords internationaux.

Le Titulaire atteste sur l'honneur, employer des salariés qui, s'ils ne possèdent pas la nationalité française, sont autorisés à exercer une activité professionnelle, conformément à l'article R.5221-1 et suivants du code du travail. Par ailleurs, le Titulaire s'engage à n'employer, pour la durée du présent marché, que des salariés dûment autorisés à exercer une activité professionnelle.

14.5 Travailleurs d'aptitudes physiques restreintes

La proportion maximale des travailleurs d'aptitudes restreintes et leur rémunération par rapport au nombre total des travailleurs de la même catégorie employés à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché doivent être conformes à la réglementation en vigueur.

14.6 Absence prolongée, départ du personnel, remplacement.

En cas d'absence ou de départ du personnel du Titulaire affecté à l'exécution des prestations du marché, ce dernier doit immédiatement en aviser l'Organisme par tout moyen, y compris de manière électronique et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise, en remplaçant la personne absente, par un personnel de niveau équivalent.

Toute absence et tout remplacement, même de courte durée, devront être impérativement et promptement signalés à l'Organisme soit avant le départ de l'agent dans l'hypothèse de congés programmés ou le jour même en cas de maladie, d'absences imprévues.

14.7 Service minimal en cas d'arrêt de travail

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage, à assumer ses obligations sans conséquence pécuniaire pour l'Organisme. Les frais de grève au sein de l'entreprise du Titulaire ne constituent en aucune manière un fait relevant de la force majeure.

En cas de grève de son personnel, le Titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens dont il dispose pour réaliser les prestations objet du présent marché.

Il doit en informer l'Organisme afin que celui-ci agrée expressément ou rejette le candidat proposé. Dans ce dernier cas, le Titulaire proposera alors un nouvel intervenant soumis à l'agrément de l'Organisme.

En aucun cas le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du tarif indiqué.

14.8 Récusation du personnel du Titulaire

Pendant toute la durée d'exécution des prestations, l'Organisme se réserve le droit de demander la récusation des personnels du Titulaire qui s'avèreraient inadaptés à l'exécution de la prestation, sans que la décision de l'Organisme nécessite de justification.

Le Titulaire doit alors procéder au remplacement des personnels.

Article 15 SOUS-TRAITANCE

15.1 Acceptation des sous-traitants

En vertu des dispositions des articles L.2193-2 et L.2193-3 du code de la commande publique, le Titulaire peut, sous sa responsabilité, sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du présent marché, sous réserve de l'acceptation de l'organisme et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

L'acceptation du ou des sous-traitant(s) et l'agrément de leur(s) condition(s) de paiement sont soumis aux dispositions des articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

En cas de recours à la sous-traitance, le Titulaire s'engage à faire respecter à ses sous-traitants l'ensemble des clauses du présent marché.

Le Titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'organisme, le Titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent. Cet acte mentionne notamment : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché s'appliquent à l'ensemble des intervenants.

Le manquement à l'information de la sous-traitance par le Titulaire, avant l'exécution du marché ou en cours d'exécution, conduisant à une sous-traitance occulte, pourra entraîner, la résiliation du marché aux torts du titulaire, ou l'application de pénalités.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

15.2 Paiement des sous-traitants

Le pouvoir adjudicateur paie directement le(s) sous-traitant(s) lorsque la somme des prestations sous-traitées est au moins égale ou supérieure à 600 € TTC.

Conformément à l'article R 2193-11 du code de la commande publique, le(s) sous-traitant(s) adresse(nt) la demande de paiement au Titulaire du marché par tout moyen permettant d'en assurer la réception et d'en déterminer la date, ou la dépose auprès du Titulaire contre récépissé.

Le Titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date de réception ou du récépissé mentionnés à l'article R 2193-12 du code de la commande publique, pour donner son accord ou notifier son refus, d'une part au sous-traitant et d'autre part au pouvoir adjudicateur.

Passé ce délai de quinze (15) jours, le Titulaire du marché est réputé avoir accepté la demande de paiement du sous-traitant, conformément à l'article R 2193-13 du code de la commande publique.

Les dispositions des articles R 2193-14 à R 2193-16 du code de la commande publique s'appliquent.

Article 16 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Le Titulaire est tenu à **une obligation de résultat dans la réalisation des prestations**.

Pour rappel, il s'agit d'un marché avec obligation de résultats et non de moyens.

Par conséquent, si les moyens proposés s'avèrent insuffisants, ils devront être augmentés sans aucune incidence financière sur le marché.

Pour s'assurer de la bonne exécution des prestations par le Titulaire et que celles-ci correspondent au niveau de qualité attendu par l'Organisme, ce dernier effectue des contrôles de qualité.

L'appréciation de la qualité des prestations fournies par le Titulaire repose sur des opérations de vérification conformément au Chapitre 5 du CCAG-PI, sur la durée totale du marché.

Décisions après vérification :

A l'issue des opérations de vérification, l'acheteur prend, dans le délai prévu à l'article 28.2 du CCAG-PI, une décision d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet.

Si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 28.2 du CCAG-PI, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

- Réception ;
- Ajournement ;
- Réception avec réfaction ;
- Rejet.

Article 17 PENALITES

17.1 Généralités

Tout manquement du Titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, les pénalités sont applicables de plein droit et immédiatement dès le premier (1^{er}) euro (€) et sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le Titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application des pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'Organisme de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du présent marché aux frais et risques du Titulaire selon les dispositions de l'article 17.4 du CCAP.

17.2 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-PI, tout dépassement de délai, quelle qu'en soit la nature, peut entraîner, sans mise en demeure préalable, une pénalité de retard d'un montant de :

- 150 € HT par heure de retard à une réunion ;
- 200 € HT par jour de retard dans la remise d'un livrable ou tout autre document, par rapport au délai indiqués dans le CCTP ou convenu avec un membre du COTECH ;
- 500 € HT de pénalité pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité, ou en cas de faille de sécurité (article 8.3 du présent CCAP) ;
- 50 € HT pour défaut de qualité, par livrable, suite à la vérification qualitative ;

- 300 € HT en cas de sous-traitance non-déclarée ou sous-traitance occulte.

Ces pénalités sont cumulatives et elles seront déduites de la facture du Titulaire dans le respect des règles du cumul défini à l'article 17.3 du présent CCAP.

Elles sont retenues sur le montant H.T. des factures du titulaire correspondant à la période où elles sont échues, dans le cas où les avoirs demandés n'auront pas été transmis. Le montant des pénalités sera révisé selon les mêmes modalités que les prix du marché.

17.3 Cumul des pénalités

Les pénalités énumérées ci-dessus sont cumulables.

Elles sont plafonnées à 30 % maximum du montant total mensuel des prestations (prestations forfaitaires).

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra pas excéder 25% du montant total annuel des prestations (prestations forfaitaires).

Au-delà de trois (3) mois de prestations pénalisées, consécutif ou non, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché, prévu à l'article 18 du présent CCAP.

17.4 Exécution aux frais et risques du Titulaire

Conformément à l'article 27 du CCAG-PI, en cas de défaillance répétée du Titulaire, l'organisme se réserve la possibilité d'assurer le service, aux frais et risques du Titulaire.

Article 18 RESILIATION

L'organisme peut, si le titulaire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent marché, prononcer la résiliation du marché.

Les conditions et les modalités de résiliation applicables au marché sont celles prévues au chapitre VII du CCAG-PI.

Outre ces cas de résiliation, l'organisme se réserve la possibilité de résilier le marché dans les cas suivants :

- Au-delà de trois (3) mois consécutifs ou cumulatifs, de prestations pénalisées, l'organisme se réserve le droit de résilier le présent marché (en application de l'article 17.3 du présent CCAP relatif au cumul de pénalités) ;
- Non-respect du cahier des charges ;
- Non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité ;
- Non-respect de la réglementation en vigueur ;
- Impossibilité pour le titulaire de reprendre l'exécution du marché ;
- En cas de recours par l'Organisme, visant à pallier une défaillance du titulaire, deux fois en 1 an consécutif à une entreprise extérieure pour des prestations objet du marché ;
- Faute grave dans les opérations lui incombant (notamment, non-respect de la réglementation relative au droit du travail, actes frauduleux concernant la nature, la qualité ou la quantité des prestations, etc.) ;
- En cas de sous-traitance non déclarée ;
- En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant, à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles ;
- Non remise des documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure (conformément à l'article 21 du présent CCAP).

Article 19 ARRET DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'Organisme peut décider, de ne pas poursuivre l'exécution des prestations objet d'une partie technique à exécuter distinctement, de sa propre initiative ou à la demande du Titulaire.

Dans le cadre du présent marché, l'Organisme peut ainsi décider de ne pas poursuivre l'exécution des prestations à l'issue de l'exécution d'une tranche (voir description des tranches aux articles 8 et 9 du CCTP).

La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité. L'arrêt de l'exécution des prestations entraîne la résiliation du marché.

Article 20 CLAUSES SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE

L'opérateur économique titulaire du présent marché est avisé des considérations accordées à la préservation de l'environnement et aux emplois réservés aux personnes handicapées, à mobilité réduite ou en difficulté d'insertion.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande du pouvoir adjudicateur.

En cas d'évolution de la législation sur la protection de l'environnement en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par le pouvoir adjudicateur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

20.1 Clause sociale

Aucune clause sociale n'est prévue.

20.2 Clause environnementale

Dans le cadre de la mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour la sélection de l'exploitant du restaurant d'entreprise, l'opérateur AMO devra formuler des recommandations visant à intégrer des critères environnementaux dans le futur marché d'exploitation. Ces recommandations devront inclure les éléments suivants :

- Equipements et gestion des ressources :
 - L'AMO recommandera des critères visant à réduire l'empreinte environnementale du futur exploitant, notamment par le biais de l'utilisation d'équipements à faible consommation énergétique et d'installations respectueuses de l'environnement (par exemple, systèmes de chauffage, éclairage et réfrigération à faible consommation, équipements à faible émission de CO2).
 - L'AMO proposera des critères relatifs à la gestion durable des ressources naturelles, en encourageant l'usage de matériaux écologiques, recyclés et recyclables
- Gestion des déchets :
 - Le futur exploitant devra également proposer des pratiques visant à minimiser le gaspillage alimentaire de la préparation à la distribution des repas
- Approvisionnement durable :
 - L'AMO recommandera des critères d'approvisionnement durable, en favorisant l'achat de produits locaux, de saison et labellisés écologiques. Les produits alimentaires devront être issus de filières respectueuses de l'environnement.
- Suivi et évaluation environnementale :

- L'AMO proposera des indicateurs de performance pour mesurer l'impact environnemental des actions mises en place par l'exploitant, notamment en matière de réduction de la consommation d'énergie, d'eau, de gestion des déchets et de réduction du gaspillage alimentaire.
- L'AMO recommandera l'introduction d'un rapport annuel de l'exploitant sur la performance environnementale, ainsi que la mise en place de mesures correctives si les objectifs environnementaux ne sont pas atteints.

Article 21 CERTIFICATS

En application de l'article L. 8222-1 du code du travail, le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date notification du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'organisme n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D.8222-5 et D.8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

1) Dans tous les cas, les documents suivants devront être remis :

- a. Une attestation de fourniture de déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L 143.15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales datant de moins de six (6) mois ;
- b. Une attestation sur l'honneur du Titulaire du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a. ou au b. du 2° datant de moins de six (6) mois ;

2) Lorsque l'immatriculation du Titulaire au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a. Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou K bis) datant de moins de trois (3) mois;
- b. Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers, ou lorsque le Titulaire n'est pas tenu de s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou, au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire un extrait K bis ni une carte d'identification, le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises ;
- c. Un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- d. Un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription ;

3) Lorsque le Titulaire emploie des salariés, une attestation sur l'honneur établie par ce Titulaire de la réalisation du travail par des salariés employés régulièrement au regard des articles L 1221-10, L 3243-2 et R 3243-1 du code du travail.

4) Si le Titulaire est établi ou domicilié à l'étranger, l'organisme se fait remettre dans les mêmes conditions les documents énumérés à l'article D 8222-7 du code du travail.

Les documents et attestations demandés doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le Titulaire devra adresser les documents cités ci-dessus, au Services des Achats et Marchés par voie électronique à l'adresse suivante : achat-marche.cpam-gironde@assurance-maladie.fr

En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au Titulaire.

Le Titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure. Passé ce délai et malgré la mise en demeure, le présent marché pourra être résilié dans les conditions mentionnées à l'article 18 du présent CCAP.

Article 22 RESPONSABILITE ET ASSURANCE

La responsabilité civile du Titulaire est engagée lors de l'exécution des prestations du présent marché.

Les franchises sont à la charge du Titulaire.

Le Titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile et couvrant, notamment, tous les risques inhérents à l'exercice de son activité ainsi que ceux résultant des agissements de son personnel, que ce soit à l'encontre des personnes ou à celle des biens.

La garantie devra être illimitée pour les dommages corporels. La franchise est à la charge du Titulaire.

Le titulaire devra justifier à l'appui de son offre de la souscription aux assurances nécessaires.

L'organisme se réserve le droit de demander au Titulaire de produire, à tout instant un justificatif qui devra être fourni sous 48 heures à compter de la demande.

Le Titulaire s'engage à informer expressément l'Organisme de toute modification de son contrat d'assurance.
Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le Titulaire.

Le titulaire est tenu d'informer l'organisme de toute modification afférente à son assurance, notamment la résiliation, le changement de compagnie, ceci dans les 8 (huit) jours qui suivent sa décision.

Ces dispositions s'imposent aux cotraitants s'il y a groupement.

Le défaut d'assurances entraîne la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire.

Article 23 CONFIDENTIALITE – SECRET PROFESSIONNEL - PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution du présent marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse l'organisme, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors du présent marché ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

Il est établi entre le Titulaire et l'organisme un Acte Contractuel de Confidentialité (ACC) joint en annexe n°1 à l'Acte d'Engagement, pour chacun des lots.

23.1 Obligations de confidentialité

En outre, le Titulaire s'engage à ne pas utiliser les communications de toute nature concernant la CPAM de la Gironde ou les organisme bénéficiaires émetteurs de bons de commande à d'autres fins que celles relatives à l'exécution du présent marché et à les maintenir confidentielles.

Le Titulaire s'engage à ne divulguer aucune information susceptible de permettre à des tiers de connaître directement ou indirectement le détail des prestations demandées dans le cadre du présent marché.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée du marché et sans limitation de durée après son expiration.

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de

prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Une information confidentielle désigne toute information de quelque nature (y inclus la méthodologie, la documentation, les informations ou le savoir-faire), sous quelque forme que ce soit (y inclus sous forme orale, écrite, magnétique ou électronique), sur tout support dont l'acheteur est propriétaire ou titulaire, et qui est communiquée au titulaire, ou obtenue de toute autre façon par ce dernier dans le cadre de ses relations avec l'acheteur.

Le titulaire et son personnel, et le cas échéant ses sous-traitants, ne peuvent l'utiliser que pour l'accomplissement des prestations prévues au marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de sécurité qui s'imposent à lui pour l'exécution du marché. Il doit s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments :

- qui étaient dans le domaine public au moment de leur divulgation ou que l'acheteur aurait lui-même rendus publics pendant l'exécution du marché ;
- signalés comme présentant un caractère non confidentiel et relatifs aux prestations du marché ;
- qui ont été communiqués au titulaire par un tiers ayant légalement le droit de diffuser ces informations, documents ou éléments, comme le prouvent des documents existant antérieurement à leur divulgation.

23.2 Protections des données à caractère personnel

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution du marché.

A ce titre, toute transmission de données à des tiers, y compris au bénéfice d'entités établies hors de l'Union européenne, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation en vigueur est formellement prohibée.

En cas d'évolution de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications nécessaires pour se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le titulaire qui traite des données à caractère personnel pour le compte de l'acheteur est qualifié de sous-traitant. Le titulaire peut lui-même sous-traiter tout ou partie du traitement à un ou plusieurs sous-traitants, sous réserve d'avoir l'autorisation de l'acheteur, responsable de traitement.

Conformément aux dispositions du RGPD, le titulaire, sous-traitant de données à caractère personnel, doit respecter les obligations de l'article 28 du RGPD, notamment : le titulaire traite les données à caractère personnel conformément aux instructions documentées du responsable de traitement. Si le sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du RGPD, de la loi informatique et libertés ou toute autre disposition du droit de l'Union européenne ou du droit des états membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le responsable de traitement ; il ne traite les données à caractère personnel uniquement pour ou les seules finalités faisant l'objet de la sous-traitance et en aucun cas pour ses propres besoins ou pour les besoins d'un tiers ; il assure la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent accord cadre, il s'engage à respecter son obligation de conseil et signaler au responsable de traitement les mesures de sécurité additionnelles qu'il conviendrait de prendre, à informer le responsable de traitement de toute réquisition ou demande de communication des données personnelles confiées, par un tiers autorisé, sauf si un texte légal l'interdit, mettre à disposition toutes les informations nécessaires pour démontrer le respect des obligations prévues à l'article 28 du RGPD, fournir le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données ou de toute autre personne faisant office de DPO pour son compte.

Le sous-traitant s'engage à traiter les données exclusivement sur le territoire d'un Etat membre de l'Union européenne ou assurant un niveau de protection adéquat au titre de l'article 45 du RGPD. Dans la mesure du possible, le sous-traitant aide le responsable de traitement, sans frais, par des mesures techniques et organisationnelles appropriées, à donner suite aux demandes des personnes concernées en vue d'exercer leurs droits prévus au chapitre III du RGPD. Il appartient au responsable de traitement. Il appartient au responsable de traitement de fournir l'information aux personnes concernées au moment de la collecte des données. Le sous-traitant aide le responsable de traitement à démontrer que celui-ci respecte les obligations légales et réglementaires relatives à la protection des données.

En cas de manquement par le titulaire ou son sous-traitant à ses obligations légales et contractuelles relatives à la protection des données personnelles, le marché peut être résilié pour faute.

23.3 Sécurité des informations

Conformément à l'article 121 de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, le titulaire s'engage à prendre toutes précautions utiles, au regard de la nature des données et des risques présentés par le traitement, pour préserver la sécurité des données et, notamment, empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès.

Le sous-traitant aide le responsable de traitement à garantir le respect des obligations prévues aux articles 32 et 36 du RGPD. Il notifie au responsable de traitement tout incident de sécurité impactant les données qu'il traite dans le cadre du marché. Cette notification intervient dans les plus brefs délais, et en tout état de cause, dans un délai de 48 heures ouvrables après en avoir eu connaissance, aux coordonnées indiquées par le responsable de traitement. Cette notification est accompagnée de toute information utile pour permettre au responsable de traitement de qualifier l'incident de violation de données au sens de l'article 4.12 du RGPD et, si nécessaire, voire de la communiquer aux personnes concernées au titre de l'article 34 du RGPD. Les frais de communication seront pris en charge par le sous-traitant si la violation est survenue à cause d'un manquement du sous-traitant aux obligations prévues par le présent article et au RGPD.

Le sous-traitant reconnaît que le responsable de traitement est seul habilité à déterminer si l'incident de sécurité constitue une violation de données à caractère personnel, à décider si cette violation doit ou non être notifiée à la CNIL, et dans l'affirmative réaliser la notification.

Le titulaire s'engage à communiquer au responsable de traitement, sur simple demande, tout document décrivant sa politique de sécurité des informations, les mesures de sécurité mises en œuvre, les certifications obtenues et les résultats synthétiques des audits de sécurité qu'il fait réaliser. Ces documents seront considérés comme confidentiels.

Il s'engage expressément à :

- prendre en compte les principes de protection des données par défaut et dès la conception de ses outils, produits, applications ou services
- assurer la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la traçabilité d'accès et d'usage des données qu'il traite pour le compte du responsable de traitement
- rétablir dans les meilleurs délais la disponibilité et l'accessibilité des données du responsable de traitement en cas d'incident de sécurité
- assurer le stockage des données du responsable de traitement séparément de ses propres données ou des données d'autres clients
- restreindre l'accès, aux données strictement nécessaires à l'accomplissement de la tâche, aux seules personnes habilitées
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données s'engagent à respecter la confidentialité des informations, et reçoivent une formation en matière de protection des données
- ne pas utiliser les documents ou informations traitées à des fins autres que celles spécifiées au présent marché ;
- ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes ;
- prendre toutes les mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse du fichier.

Toute modification importante des mesures de sécurité mises en place par le titulaire doit être documentée et présentée au responsable de traitement pour évaluation. Elles ne peuvent en aucun cas réduire le niveau de sécurité des données pendant la durée du marché.

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre des mesures de sécurité spécifiques en fonction du risque, tel que le chiffrement, la pseudonymisation des données à caractère, un dispositif de détection des violations de données, des tests de sécurité pour les services exposés sur internet.

Le titulaire ne pourra sous-traiter l'exécution des prestations à une autre société ni procéder à une cession du marché sans l'accord de la CPAM de la Gironde.

La CPAM de la Gironde se réserve le droit de procéder à toute vérification qui lui paraît utile pour constater le respect des obligations précitées.

La CPAM de la Gironde pourra prononcer la résiliation immédiate du marché, sans indemnité en faveur du titulaire, en cas de violation du secret professionnel ou de non-respect des dispositions précitées.

Cette obligation devra être respectée pendant toute la durée du marché et sans limitation de durée après son expiration. A l'issue de la prestation, suivant les instructions du responsable de traitement, au terme du marché, le titulaire s'engage à transmettre sous un format standard exploitable toutes les données à caractère personnel au

responsable de traitement ou à un autre titulaire désigné par le responsable de traitement. Le renvoi doit être suivi de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du titulaire, il devra également justifier au responsable de traitement par écrit de cette destruction.

Article 24 LITIGES ET JURIDICTION COMPETENTE

Si des difficultés devaient s'élever entre l'organisme et le Titulaire quant à l'exécution des clauses du présent marché et qu'aucune négociation n'ait abouti, l'affaire pourra être soumise, en premier ressort à la procédure de conciliation définie aux articles R 2197-1 et suivants du code de la commande publique.

La juridiction compétente est la juridiction de droit commun du ressort du siège social de l'organisme :

Tribunal Judiciaire de Bordeaux,

30 rue des Frères Bonie,

CS 11403,

33 077 Bordeaux

Tél : 05 47 33 90 00

Fax : 05 47 33 91 88

Article 25 DEROGATIONS AU C.C.A.G. – PI

Articles du présent CCAP, par lesquels sont introduites ces dérogations :	Articles du CCAG-PI, auxquels il est dérogé :	Objet de la dérogation :
5	4	Pièces contractuelles
10.1	10.1.2	Contenu des prix
17.1	14.1.3	Pénalités
17.2	14.1.1	